

THE FRENCH REVOLUTION

Chapter 9 Section 1

THE FRENCH REVOLUTION
BEGINS



I. Causes of the French Revolution

- A. The French Revolution has often been seen as a major turning point in European history.
- B. The long-range causes of the French Revolution are to be found in the condition of French society.
 1. France's population was divided into three orders, or estates.
 - a. The First Estate was the clergy.
 - i. Numbered about 130,000 (out of a total population of 27 million).
 - ii. Owned about 10 percent of the land.

B. The Second Estate was the nobility.

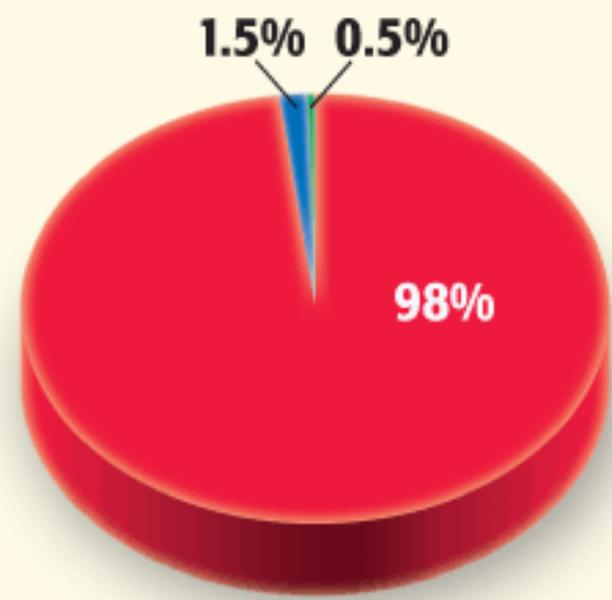
- i. Numbered about 350,000.
- ii. Owned about 25 to 30 percent of the land.
- iii. Held leading positions in the government and military.
- iv. The clergy or nobles did not have to pay the taille.

C. The Third Estate or commoners.

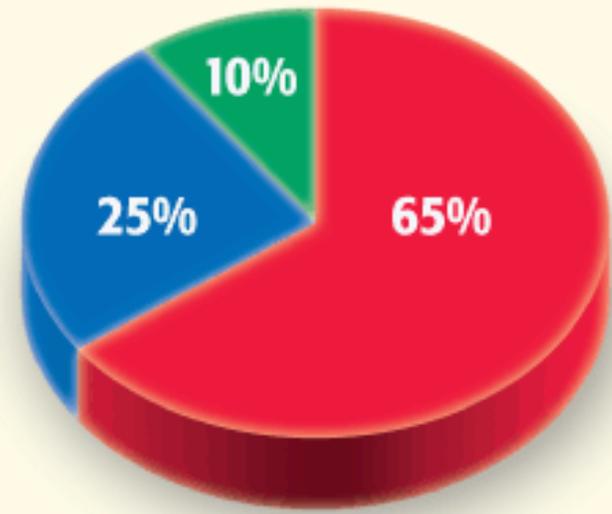
- i. 98 percent of the population.
- ii. owned about 65 percent of the land.
- iii. Paid 100% of the taille.

Division in France: The three Estates

The Three Estates in Pre-Revolutionary France



Population



Land ownership



Taxation

■ First Estate: Clergy

■ Second Estate: Nobility

■ Third Estate: Commoners

C. Peasants owed certain duties to the nobles (Relics of feudalism or aristocratic privileges).

1. Flower Mill.
2. Community Oven.
3. Wine Press.

D. The bourgeoisie, or middle class, was another part of the Third Estate.

1. The bourgeoisie included merchants, bankers, and industrialists, as well as professional people—lawyers, holders of public offices, doctors, and writers.
2. Some bourgeoisie had managed to become nobles by taking public offices.
 - a. 6,500 new nobles were created.

E. The immediate cause of the revolution was the near collapse of the French budget.

- 1. Although the economy had been expanding for 50 years, there were periodic crises.**
- 2. Bad harvests in 1787 and 1788 and a slowdown in manufacturing led to food shortages, rising prices for food, and unemployment.**

F. Despite these problems, the French king and his ministers continued to spend enormous sums of money on wars and court luxuries.

- 1. The queen, Marie Antoinette, was especially known for her extravagance.**

G. With France on the verge of financial collapse, Louis XVI was forced to call a meeting of the Estates-General.

- 1. French parliament that had not met since 1614.**

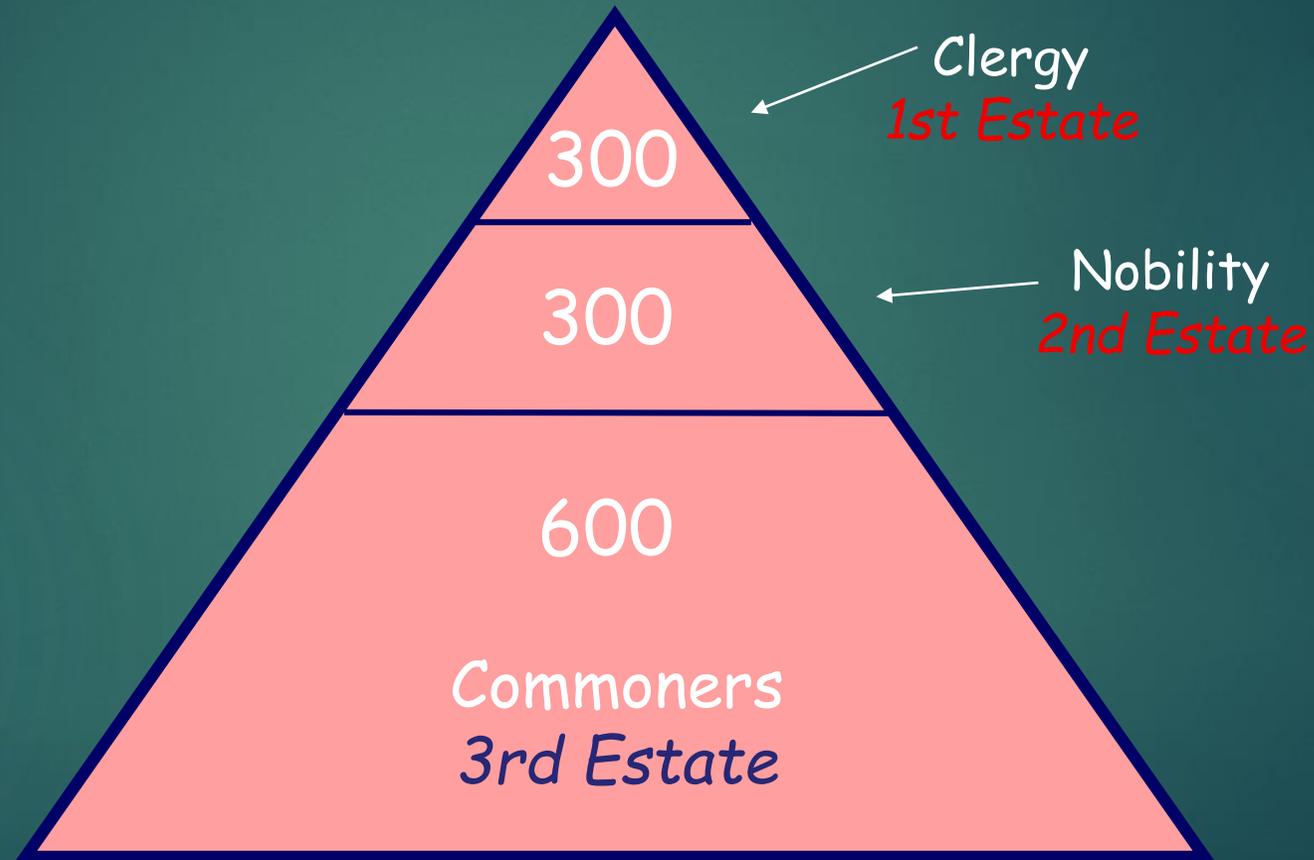
II. The National Assembly

A. Louis XVI called a meeting of the Estates-General at Versailles on May 5, 1789.

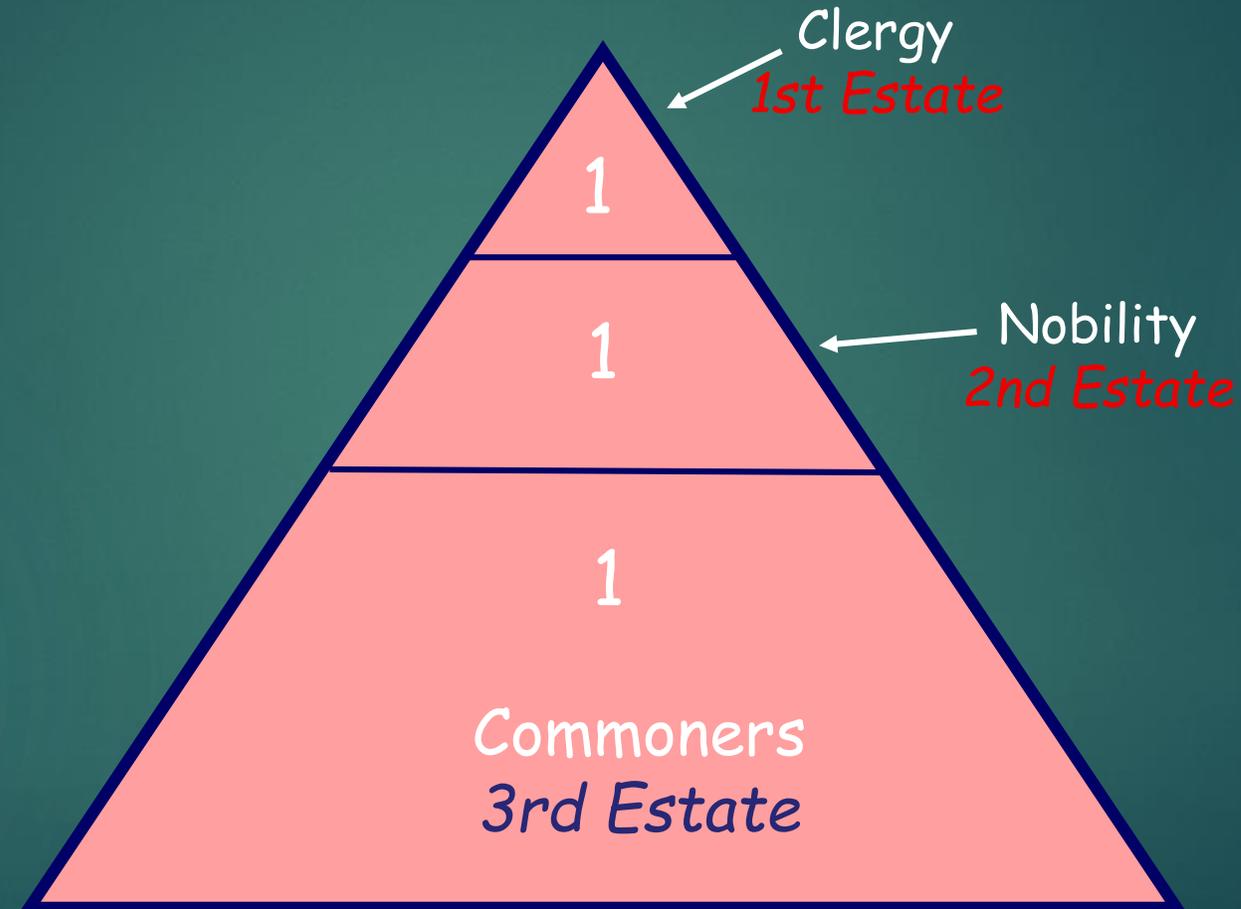
1. In the Estates-General,

- a. the First and Second Estates each had about 300 representatives.
- b. The Third Estate had almost 600 representatives.
 - i. Most of the Third Estate wanted to set up a constitutional government that would make the clergy and nobility pay taxes, too.
- c. Traditionally, each estate had one vote.
 1. The First and Second Estates could outvote the Third Estate two to one.
- d. The Third Estate demanded instead that each deputy have one vote.
 - i. The king, however, stated that he favored the current system.

The Number of Representatives in the Estates General: Vote by Head!



The Suggested Voting Pattern: Voting by Estates



Louis XIV insisted that *the ancient distinction of the three orders be conserved in its entirety.*



- B. On June 17, 1789, the Third Estate boldly declared that it was the National Assembly and would draft a constitution.**
- 1. Three days later, its deputies arrived at their meeting place, only to find the doors had been locked.**
 - a. They then moved to a nearby indoor tennis court and swore the Tennis Court Oath.**

C. On July 14, 1789, about 900 Parisians gathered in the courtyard of the Bastille.

1. They stormed the Bastille, and after four hours of fighting, the prison warden surrendered.
 - a. The rebels cut off the warden's head and demolished the Bastille brick by brick.

D. Peasant rebellions became part of the vast panic known as the Great Fear.

1. Rumors spread from village to village that foreign troops were on the way to put down the revolution.

Fall of the Bastille



III. End of the Old Regime

A. The National Assembly adopted the Declaration of the Rights of Man and the Citizen.

1. Inspired by the American Declaration of Independence and Constitution.
2. This charter provided basic liberties of "liberty, property, security, and resistance to oppression."

B. The declaration proclaimed that all men were free and equal before the law, and that no group should be exempt from taxation.

1. Freedom of speech and of the press were affirmed.



Declaration of the Rights of Man and the Citizen

PRÉAMBULE

LES représentants du peuple Français constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme; afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; ainsi que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de tout gouvernement politique, en soient plus respectés; ainsi que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

EN conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Éternel, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.
LES hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.
Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

III.
Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV.
La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V.
La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société; tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI.
La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle punisse, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

VII.
Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites; ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des arrêts arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il ne peut être puni par la rétroaction.

VIII.
La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX.
TOUT homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, tout rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

X.
Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.
La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.
La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.
Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés.

XIV.
LES citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.
La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.
TOUTE société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII.
LES propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé; si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

AUX REPRESENTANTS DU PEUPLE FRANCOIS

c. The declaration raised an important issue. Should equal rights include women?

1. Many deputies agreed, provided that, as one man said, "women do not [hope] to exercise political rights and functions."
 - a. One writer, Olympe de Gouges, refused to accept this exclusion of women.
 - b. She wrote the Declaration of the Rights of Woman and the Female Citizen.



D. Louis XVI remained quiet at Versailles.

1. He refused to accept the National Assembly's decrees.
2. Parisian women armed with broomsticks, pitchforks, pistols, and other weapons marched to Versailles.
 - a. These women forced Louis to accept the new decrees.

E. The crowd insisted that the royal family return to Paris.

1. They carried wagonloads of flour from the palace.

Women's march on Versailles



F. Under the old regime, the Catholic Church had been an important pillar of the old order.

1. The government seized and sold off Church lands and increased the state's revenues.

G. The Constitution of 1791 set up a limited monarchy.

1. Legislative Assembly would make the laws.

H. European leaders began to fear that revolution would spread to their countries.

1. Austria and Prussia even threatened to use force to restore Louis XVI to full power.
 - a. The Legislative Assembly declared war on Austria.



I. Paris radicals again decided the fate of the revolution.

1. They declared themselves a commune—a popularly run city council—and attacked the royal palace and Legislative Assembly.

J. The French Revolution was entering a more radical and violent stage.

1. Members of the new Paris Commune took the king captive.
2. They forced the Legislative Assembly to suspend the monarchy and to call for a National Convention.

κ. Members of the Paris Commune proudly called themselves sans-culottes.

1. Sans-culottes are depicted as poor workers, but many were merchants or artisans—the elite of their neighborhoods.

